



iiPOS



LE PROGRAMME MEDiate: PARTENARIAT POUR UNE RÉSILIENCE SOCIÉTALE

MEDiate PROGRAM: PARTNERSHIP FOR COMMUNITY RESILIENCE



2019

**Le Programme Mediate :
Partenariat pour une Résilience Sociétale**

Sommaire

Description de l'action	5
Contexte général et pertinence de l'action	6
Groupes cibles et bénéficiaires finaux	7
Éléments avec une valeur ajoutée particulière	8
Les objectifs de l'action	10
Les axes de l'action	11
Méthodologie	20
Expérience dans le domaine de la recherche appliquée et l'innovation en rapport avec la thématique de l'action	21
La structure organisationnelle de l'équipe	24
Assurer la visibilité du projet et celle du financement de l'UE	25
Evaluation	25
Durabilité de l'action	26
Maximiser l'impact sur la situation réelle de la Tunisie	27
Diffusion et exploitation des résultats	28

Description de l'action

Le projet MEDiate vise la prévention et le renforcement des capacités de réponse aux menaces de l'extrémisme violent par la médiation, l'intermédiation et la et la prévention. De ce fait, il n'est pas seulement un programme qui génère du contre discours, mais il est aussi et surtout une méthode alternative de régulation sociétale et de résilience. Proposer une perspective et une vision positive aux jeunes est une condition incontournable de stabilisation. Il est un fait indéniable que les lieux traditionnels de régulation, de stabilisation, et de socialisation, comme la famille, l'école, le quartier, l'université, la justice ; les mosquées ... sont en crise. Cette crise est accentuée du fait que les statistiques relatives à la violence au quotidien sont en hausse. La médiation, telle qu'elle est proposée ici, ne peut être réduite, ni à une simple technique de gestion des conflits, ni à l'apparition d'un nouvel acteur sur le marché de la gestion des conflits ; elle représente surtout une nouvelle forme d'action préventive basée sur le désir et non sur l'obligation, impliquant une recomposition des rapports entre l'État et la société civile, entre sphère publique et sphère privée et le traitement négocié des phénomènes liés à l'extrémisme violent. Dans cette perspective, il est tout à fait évident que la logique de la prévention (prévenir de ce qui est de l'ordre de la tentation ou de l'attraction et de ce qui est de l'ordre de la récidive), et celle de la médiation vont de pair. La première logique est inhérente à ce qui est imprévisible la seconde est liée à ce qui est « déjà fait ». Il existe en fait une oscillation constante entre les mécanismes d'implosion et les mécanismes d'explosion qui préparent la violence sous toutes ses sortes. Les explosions font l'objet d'une médiatisation tandis que les implosions sont plus insidieuses et moins visibles. L'instabilité peut être aussi bien le résultat de l'un (ce qui implose), que de l'autre (ce qui explose). C'est cette philosophie qui a inspiré l'action MEDiate.

L'objectif général de cette action consiste à prévenir aussi bien la tentation que la récidive extrémiste violente. Cet objectif ne peut être atteint que si toutes les parties prenantes concernées jouent leur rôle dans ce domaine. L'action préventive, (pour la tentation comme pour la récidive) ne repose pas seulement sur les épaules des acteurs gouvernementaux. Bien que le gouvernement puisse définir le cadre général, la mise en œuvre doit se dérouler au niveau local dans les communautés. La clé du succès de cette démarche repose sur la prise en considération de deux trajectoires : premièrement, l'accent devrait être mis sur l'individu qui doit être réhabilité et réintégré ; Deuxièmement, l'accent devrait être mis sur la communauté / environnement / cercle social / famille à laquelle il / elle va réintégrer. Selon le Forum mondial contre le terrorisme (CGTF), ce concept est pris en compte dans *'Initiative pour aborder le cycle de vie de la radicalisation à la violence (Initiative du cycle de vie)*, où l'accent est mis sur le rôle des familles dans la réadaptation et la réinsertion des extrémistes violents (Recommandation 5). Une autre recommandation dans *'Initiative sur le cycle de vie* souligne l'importance de promouvoir l'interaction entre les familles et les autorités pour améliorer le partage de l'information, la coopération et les possibilités de collaboration pour la prévention (Recommandation 7). C'est dans ce cadre que ce projet MEDiate a vu le jour. Cette action est le fruit d'une réflexion menée par les partenaires de l'ASSF (www.assforum.org) et qui a conduit à la mise en place du réseau CAFA (*Civic Actors against Violent Extremism*). Ce réseau est l'aboutissement d'une initiative de 102 associations, qui travaillent en synergie depuis septembre 2016, date de la proclamation de la charte de l'action civique contre l'extrémisme violent CAFA : www.cafa.tn . Il s'intègre dans le cadre d'un partenariat du réseau avec :

- La CNLCT (la commission nationale de lutte contre le terrorisme)
- Le ministère des droits de l'homme et de la société civile

- Le ministère de l'éducation
- Le ministère des affaires sociales
- Le ministère des affaires religieuses
- Les différents acteurs de la société civile tunisienne.

Contexte général et pertinence de l'action

La stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, qui venait inaugurer une nouvelle politique, considère la prévention comme le premier pilier d'une action durable (2015). Cependant, et d'un point de vue pratique, très peu de place a été consacrée au rôle de la société civile et à la résilience. Ce n'est qu'avec la publication du document relatif à la plateforme qui doit regrouper : le gouvernement, la société civile et le secteur privé, que la dimension sociétale est remise à l'ordre du jour. En signant avec le gouvernement un MoU, le réseau CAFA est désigné officiellement depuis mai 2017 pour représenter la société civile. <http://cafa.tn/2017/cafa-en-brief/?lang=en> C'est dans cette perspective, que le programme MEDiate propose la coordination entre activistes et praticiens. Il traduit les besoins de la prévention, en termes de formation, d'innovation et de choix car la prévention est avant tout une affaire d'adhésion sociétale. L'adage « *ce qui tu fais pour moi sans moi est contre moi* » est plus vrai que jamais.

De la lecture de ce qui est disponible des statistiques judiciaires ou policières (Ministère de la justice 2015), il semblerait que la société tunisienne est de plus en plus conflictuelle. Les ruptures générationnelles et la montée de la culture « des ruptures », la persistance des fractures sociales et l'affaiblissement de la régulation de la violence par l'état, dont il n'a plus le monopole total, ont mis à mal les lieux traditionnels de socialisation et de régulation. Dans ce contexte, les politiques de dé-radicalisations pratiquées jusqu'ici, risquent de ne pas faire long feu.

Plusieurs modes de communication sont utilisés d'une manière discontinue et incohérente : les campagnes d'informations publiques (à travers les chaînes de l'Etat basées sur les narratives alternatives, à travers une argumentation de type « l'islam *malekite* modéré » contre « l'islam radicalisé » et les contres narratives, à travers la production des vidéos et des séquences qui dévoilent les mécanismes de la propagande de l'extrémisme violent. Aujourd'hui, il s'est avéré que cette démarche est insuffisante. Ce processus, transposé du champ sécuritaire au champ sociétal avec une prolifération des structures spécialisées, se fait souvent sans une véritable coordination ou impact sur les trajectoires réelles de « sortie » et de stabilisation des noyaux de la violence. Ce que nous pouvons constater de l'expérience passée, c'est que une trop grande juridisation des conflits, notamment dans le domaine du vécu, pour reprendre l'expression d'Habermas, aboutit à remplacer la tutelle de l'homme sur la femme et des parents sur celles des enfants par la tutelle des juges (Habermas 1981) ou encore plus grave, des policiers. C'est cet exacerbation des conflits (non résolus et non médiatisés ou négociés) qui laisse la société fonctionner à vide et reproduire ses propres « avatars. A la question : si jamais mon fils ou ma fille dérive qui sera mon vis-à-vis et qui dois-je contacter ? La société tunisienne n'offre aucune réponse ou alternative de solution. Aucune structure intermédiaire n'est en position aujourd'hui à traiter avec les mères ,les pères ,les frères ou sœurs ou les amis proches des jeunes en voie de radicalisation ou encore moins, en post -radicalisation.

La prison telle qu'elle est prévue et organisée en Tunisie, n'a pas pour rôle premier de réinsérer les gens dans la société. Il s'agit plutôt d'une punition. Faute de moyen, des programmes sont

mis en place (accompagnement psycho-social ou formation) mais, ils sont insuffisants pour être proposés à tous les détenus. Enfin, les détenus sont souvent des personnes non insérées, en marge de la société avant et après être incarcérés. Même si le taux de récidive pour la délinquance juvénile a baissé de 3% en 2018, néanmoins la tendance reste assez forte pour les prisonniers du droit commun (40%). Cette tendance pourrait toucher également les personnes incarcérées pour extrémisme violent et plus particulièrement les personnes qui ont manié les armes . En obligeant les personnes en situation de retour à adhérer à des programmes de réhabilitation post-carcéral , il serait possible de briser le cercle de « l'éternel retour » et de la récidive . Cette adhésion demande beaucoup de courage, de déterminisme et de réalisme.

Déjà, depuis les années 2000, nous avons constaté que le cycle : pénalisation, répression sécuritaire et récidive est de plus en plus dangereux. Après 2011 la situation s'est empirée et l'instabilité sociale, sous toutes ses formes, ajoutée à l'évolution démographique et la migration vers les grandes villes ; a participé davantage à la dissolution des solidarités primaires et par voie de conséquence à la désagrégation de ce qui restait des structures intermédiaires. La crise de transition a contribué à accentuer ce phénomène de désorganisation. A qui le citoyen ordinaire doit-il parler ou s'adresser ? Il en découle que les différentes composantes de la société apparaissent de plus en plus comme figées en monolithes qui ne savent communiquer entre eux que par la médiation de l'Etat partout sollicitée. Cette situation explique que pour un bon nombre de conflits qui étaient autrefois réglés au sein de la famille ou du quartier, les seuls interlocuteurs soient les représentants de la force coercitive de l'Etat : la police. Entre parler à la police et la loi du silence, c'est la loi du silence qui souvent l'emporte. Les témoignages recueillis dans le cadre de la première campagne du réseau CAFA (2016) montre qu'une grande partie de la population, considérée à tort comme « sympathique » avec ces jeunes en dérive violente, n'avaient, en fait, aucun interlocuteur « crédible » avec qui parler ou annoncer les déviations sectaires de leurs enfants. Résultat : le système d'alerte social s'estompe et grâce à ce silence contraignant des familles et des femmes (mères ou épouses) beaucoup de jeunes prennent le large (radicalisation ou migration clandestine).

Groupes cibles et bénéficiaires finaux

Les personnes cibles du projet MEDIANTE seront les jeunes, hommes et femmes, en situation de rupture ou de fragilité sociale dans les zones périphériques et frontalières , les jeunes potentiellement influencés par la propagande de l'extrémisme violent sans être forcément radicalisés, les extrémistes religieux non violents, les extrémistes violents ayant purgé (ou) purgeant leur peine dans le milieu carcéral. D'autres catégories peuvent être ciblées en les impliquant dans les actions comme les héros « positifs » du monde sportif et artistique, des victimes de l'extrémisme violent, les familles des personnes radicalisées, les éducateurs, les imams de sensibilité « réformiste », les femmes prédicatrices « réformistes », des jeunes scouts, des agents spécialisés en action sociale et en écoute psychologique. L'ensemble de l'action sera menée dans les 10 gouvernorats suivants : Bizerte, El Kef, Kasserine, Médenine, Sidi Bouzid, Tataouine, Ben Arous, Mannouba, Tunis et Ariana et sur une période de 36 mois.

Les bénéficiaires de ce programme seront essentiellement les institutions publiques et civiques avec qui l'ASSF ou le réseau CAFA a signé des conventions ou des MoU. Il s'agit de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme (CNLCT), la plateforme nationale du discours alternatif (ministère de droit de l'homme et de la société civile et de la relation avec les instances constitutionnelles), , le ministère des affaires sociales , le ministère des affaires religieuses et le ministère de l'éducation.

Un numéro vert administré par une structure de la société civile (Ligue tunisienne de la citoyenneté) peut compenser la défaillance des mécanismes de « dénonciation » (iblagh) officielle du ministère de l'intérieur qui s'est avéré inefficace et contreproductive. Passer à l'acte en s'adressant directement aux jeunes (détenus ou pas) par un dialogue qui bouscule leurs certitudes est une urgence. Sans cette médiation, nous pouvons nous attendre, à la récidive et avec cela, la succession des réincarcérations. S'intéresser par la culture à la personne détenue, ça équivaut d'établir une conception divergente en matière de prévention de la récidive, de dialoguer et de ne pas se contenter de « transmettre des contre messages » et de « discourir ». Ça permet au sujet aussi de restaurer, par la valorisation de l'image de soi, la reconquête de son identité réelle et de son intelligence. Cultiver par la culture dialogique, instruire par l'échange de témoignages et communiquer avec autrui, tels doivent être les buts recherchés dans ce projet.

Éléments avec une valeur ajoutée particulière

S'il est vrai que la médiation est une procédure moins habituelle en Tunisie et donc moins connue du grand public, c'est parce qu'elle demande, beaucoup de temps et de savoir-faire en matière de négociation et de rapprochement des points de vue entre plusieurs acteurs. En fait, l'importance de ce projet c'est qu'il met plusieurs acteurs à travailler ensemble : formateurs en gestion de conflits, spécialistes en islam, criminologie, sociologie, psychologie, spécialiste en sécurité, en cyber sécurité et développement informatique, en réintégration sociale, en économie sociale, en médiation culturelle et en animation culturelle en association avec des experts internationaux de haut niveau. Par sa spécificité et originalité le projet MEDiate porte en lui d'autres valeurs ajoutées comme par exemple :

- **La consolidation d'un réseau efficace et opérationnel présent dans tous les gouvernorats** : Lancé vers la fin de l'année 2016, à l'initiative de l'ASSF, le réseau CAFA est le fruit de la volonté d'agir d'une centaine d'acteurs de la société civile tunisienne travaillant dans le domaine de la prévention contre le radicalisme violent (prévention contre la tentation et prévention contre la récidive). Membre de la plateforme gouvernementale contre le terrorisme, le réseau regroupe une centaine d'associations, avec l'implication des trois instances constitutionnelles (Haica, ISDH, INCT) Convaincu de la collaboration avec le décideur politique, le réseau avait signé un MoU avec le ministère des droits de l'homme et de la société civile ; en vue de préparer des actions collectives. Il est reconnu par la commission nationale de la lutte contre le terrorisme comme le porte-parole de la société civile tunisienne en matière d'action préventive.

- **Le partage et l'échange d'un savoir-faire avec la société civile et les pouvoirs publics** : membre de l'ISSP (International Social Survey Program : <http://www.issp.org/members/member-states/tunisia/>) et du WVS (World Value Survey : <http://www.worldvaluessurvey.org/wvs.jsp>) et membre constitutif de la chaire Unesco contre l'extrémisme violent, le ASSF est aussi l'unique partenaire hors européen du projet H2020 PRACTICES (le programme Cités contre l'extrémisme violent) qui regroupe des dizaines d'acteurs européens travaillant dans le domaine de la prévention. Etant donné le fait que l'ASSF est une institution non européenne, sa participation au projet PRACTICES –H2020 se limitait à des aspects empiriques d'enquête de terrain. La partie innovation de ce projet tombait sous la contrainte de la confidentialité. D'où l'idée d'entreprendre un projet complémentaire à

PRACTICES dans une perspective de contextualisation des problèmes et des solutions. Avec son expérience de coopération européenne dans le cadre du projet PRACTICES avec la CNLCT, le ASSF sera en mesure de mieux réussir le programme MEDiate et de fructifier son savoir-faire à l'échelle locale, avec l'implication des partenaires locaux tunisiens pour faciliter l'échange d'expériences au plan, maghrébin, européen et international.

-L'engagement de plus grand réseau de jeunes dans tout le territoire : Avec l'organisation tunisienne des scouts qui regroupe plus de 65 000 jeunes (dont 35% des filles) présents dans tout le territoire, et celle de la ligue de citoyenneté , le projet MEDiate souhaite rendre visible et efficace les missions d'écoute et d'accompagnement des jeunes menacés par les dérives extrémistes violentes . Le point focal de son action ne sera plus le centre de la société mais sa périphérie la plus touchée par l'extrémisme violent. La participation des associations de l'intérieur : Médenine, Sidi Bouzid, Kasserine, Bizerte, Gafsa, Gabes sera un atout majeur dans cette action décentralisée.

-Une expertise nationale et internationale reconnue :

Grâce à l'action conjointe de l'ASSF et de la CNLCT dans le cadre du programme européen PRACTICES et la participation des experts internationaux de haut niveau, à titre d'associés, la mise en œuvre du programme sera enrichie par les expériences comparées. A cet égard, la participation du Dr Hasna Hussein (Chercheuse associée à l'Observatoire des radicalisations (EHESS-FMSH, Paris) et au Centre Émile Durkheim (UMR5116, Bordeaux) <https://cdradical.hypotheses.org/author/hussein> sera une contribution considérable.

La coordination de ce projet par le Prof. Abdelwahab Ben Hafaiedh, qui est le fondateur et le coordinateur national du réseau CAFA et (Co-auteur avec W. Zartman de l'Arab Spring ; negotiating in the Shadow of the Intifadat, et spécialiste en culture civique et en médiation par la négociation), sera un plus pour réussir ce programme. (<https://www.amazon.com/Arab-Spring-Negotiating-Intifadat-International/dp/0820348252>).

-Une contribution à l'innovation en matière de prévention ; grâce à la participation de l'université de Sfax à travers le CRNS, le projet MEDiate sera en mesure de mettre en application les recherches de terrain qui seront accomplies. Le travail sera focalisé sur des algorithmes d'analyse de sentiments, développés en interne en utilisant notamment des techniques de machine Learning (apprentissage par la machine à base d'intelligence artificielle) et plus particulièrement de deep learning. Les méthodes développées seront capables d'analyser à la fois quantitativement (quel messagers et quels messages suscitent le plus de réactions ?) et qualitativement (quelle tonalité ? quelle degrés de rupture ?) les messages postés sur les réseaux sociaux. D'autre part, des techniques de clustering et de classification seront également employées pour identifier les communautés d'utilisateurs sur la base des contenus publiés et partagés.

Cette équipe universitaire dispose de pré requis importants dans les différents domaines touchés par l'extrémisme violent à savoir, le traitement automatique du langage naturel, la traduction automatique, la détection de communautés sur les réseaux sociaux, la classification des utilisateurs, et l'élaboration de stratégies de dialogue numérique anti-rupture. Un partenariat est envisageable avec Google Tunisie, l'Agence Tunisienne de l'Internet, voire même avec Facebook qui revendique environ 6 millions de comptes en Tunisie.

Les objectifs de l'action

Les quatre objectifs proposés s'inscrivent dans le cadre d'un objectif principal : renforcer la résilience des jeunes tunisiens pour prévenir les tentatives de récidive et de recrutements par les entités extrémistes. Ceci peut être traduit par les objectifs opérationnels suivants :

Objectif (1) : Mieux connaître l'extrémisme violent pour mieux agir :

- Diagnostiquer les signaux faibles et les signaux forts du radicalisme violent parmi les jeunes et notamment les plus vulnérables.
- Mieux comprendre les indicateurs de l'engagement et les indicateurs du désengagement et de sortie dans l'extrémisme violent.

Objectif (2) : Innover en matière d'outils numériques pour mieux prévenir :

- Comprendre et signaler les nouvelles dynamiques du langage de la rupture et de « dé clic » (psyching out).
- Aider les parents et les mères au foyer à l'usage des systèmes d'alerte pour prévenir les dérives violentes ou sectaires des enfants et des adolescents.

Objectif (3) : Préparer les acteurs de la société civile au rôle de « médiateurs civiques », par la formation :

- Former les praticiens du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur aux méthodes de l'adaptation et de la réintégration des anciens détenus.
- Former des jeunes agents d'écoute pour établir des passerelles communicantes avec les parents des jeunes radicalisés ou qui risquent de l'être ou qui sont sur la voie de « sortie ».
- Aider les personnes qui sont dans une logique de désengagement et de sortie du radicalisme et ayant passé leur peine à avoir une « seconde chance » par la réintégration professionnelle.
- Préparer des hommes et des femmes (prédicatrices et imams) dans leur rôle de médiateurs civiques dans les zones prioritaires où domine la propagande de l'extrémisme violent.

Objectif (4) : Exercer la médiation civique pour prévenir et réduire les noyaux d'instabilité.

- Introduire les pratiques innovantes du Cyber médiation et de l'e-leadership, dans le milieu scolaire et universitaire, notamment dans les zones prioritaires où domine la propagande de l'extrémisme violent.
- Aider les détenus à sortir de l'extrémisme grâce à la médiation culturelle
- Permettre à des femmes prédicatrices et à des hommes imams à faire de la médiation civique à travers les médias et les radios locales.
- Encourager la réintégration des jeunes anciennement radicalisés par l'intermédiation professionnelle.

Les axes de l'action

Cette action est basée sur les axes suivants :

-Mieux connaître l'extrémisme violent pour mieux agir : (ASSF-Tunisie) il s'agit d'établir, non seulement un état des lieux de la radicalisation des jeunes sur la base d'une analyse quantitative classique et une analyse qualitative des sentiments, mais aussi de développer des mécanismes nationaux de prévention contre la radicalisation violente (la tentation et la récidive).

La partie quantitative de cet axe comporte deux vagues d'enquêtes (avant et avec la fin de l'action). Elle vise à mieux comprendre les logiques de réintégration et de sortie de la radicalisation au sein de la population, avec un focus particulier sur les jeunes. La partie qualitative vise principalement l'analyse des sentiments sur deux vagues (avant et avec la fin de l'action). C'est à partir des réseaux sociaux et grâce à l'outil qui sera développé par le CRNS (Université de Sfax), qu'on essayera de collecter un maximum d'informations sur les utilisateurs tunisiens et notamment ceux identifiés comme portant des idées radicales et violentes. Un suivi permanent des flux de données émises sur ces réseaux ainsi qu'un traitement en ligne pour la détection des sentiments constitue un travail fort important et représente plusieurs défis au plan pratique. En effet, vue la quantité de données générées et la vitesse avec laquelle elles sont émises, des techniques de Big Data et de streaming sont à appliquer dans ces cas. Une fois réalisée, cette étape nous permettra de dégager des modèles d'analyse et de prédiction capables à la fois de bien comprendre les orientations des utilisateurs des réseaux sociaux et de détecter les nouvelles tendances susceptibles de les intéresser. Dans le cadre de ce volet, il y aura un rapport de synthèse sur les leçons à retenir des expériences internationales en matière de médiation comme méthode de règlement des conflits et d'extrémisme violent. Après, nous procéderons à l'élaboration d'une batterie d'indicateurs relatifs à la radicalisation et au désengagement et au sortie de l'extrémisme violent (avec validation par focus groupes). Les données recueillis dans cette phase de travail serviront à mieux préparer les étapes suivantes en identifiant les angles d'attaque possibles : besoins en formation, logiques des ruptures, trajectoires de radicalisation, modes de recrutement et surtout logiques et voies de sortie etc. Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Rédaction d'un rapport de synthèse sur les leçons à retenir des expériences nationales en matière de médiation (mapping sur les acteurs institutionnels et société civile, avec Policy briefs basés sur des leçons retenues de l'expérience internationale.
- Une enquête quantitative (vague 1, année 1) sur les attentes vis-à-vis des politiques de prévention et de réintégration auprès d'une population de 1800 interviews.
- 1 Atelier pour présentation des résultats en présence des représentants des ministères membres de la CNLCT et publication des résultats avec Policy briefs
- Une enquête qualitative (vague 1) pour l'analyse des sentiments sur la base d'une analyse Big-Data et des entretiens directs avec publication des résultats avec Policy briefs
- 1 Atelier pour la présentation des résultats en présence des représentants des ministères membres de la CNLCT avec publication des résultats avec Policy briefs
- Organisation de 8 focus groupes avec des professionnels, agents de l'Etat et du secteur privé et membres des familles de personnes radicalisées pour évaluer et diagnostiquer les obstacles à la réintégration.

- Organisation d'une table ronde : experts et praticiens pour valider la batterie des indicateurs de radicalisation et de sortie, en présence des représentants des ministères membres de la CNLCT
- Rédaction de deux rapports , conjoints , le premier sur la géographie des réseaux de recrutement et de la radicalisation et le second sur les profils sociologiques des personnes radicalisées (sur la base des dossiers judiciaires)
- Une enquête quantitative (vague2, an : 2) sur les attentes vis-à-vis des politiques de prévention et de réintégration auprès d'une population de 1800 interviews.
- Une enquête qualitative (vague 2 an : 2) pour l'analyse des sentiments sur la base d'une analyse Big-Data et des entretiens directs avec publication des résultats avec Policy Briefs
- Publication d'un article sur les logiques de sortie des personnes radicalisées dans une revue internationale indexée (International Journal of Sociology).

-L'innovation des outils numériques pour mieux prévenir : (*L'université de Sfax-Centre de Recherche en Numérique de Sfax*) (<http://www.uss.rnu.tn/newVersion/index.php>) .Il s'agit de développer des outils numériques de prévention. Ce processus peut être entamé successivement en respectant l'anonymat des personnes, selon quatre activités :

- La première consiste en la création d'un glossaire numérique à partir d'une analyse du méta-data.
- La seconde consiste à la mise en place d'un système d'alerte parental et la détection du « psyching out » et du déclic engendrant le basculement des jeunes et leurs sorties.
- L'élaboration d'un « serious game » de type *edutainment* (à vocation éducative) adaptée au contexte tunisien.
- L'élaboration d'un outil d'analyse « radar » des sentiments affichés et publiés sur les réseaux sociaux.

Des techniques d'apprentissage et d'analyse de données seront utilisées à cet effet, tels que l'analyse en composantes principales et la classification hiérarchique. Il s'agit notamment de percer le monde des réseaux sociaux, de suivre leurs utilisateurs et de les classer en des groupes selon leurs orientations vis-à-vis des thèses de l'extrémisme violent. Ceci peut être réalisé d'une manière automatique en fouillant les textes et les contenus générés ou publiés par ces utilisateurs. C'est à partir des données collectées à l'étape précédente qu'on peut envisager de lancer un processus d'analyse qui permettra d'une part, de détecter les communautés des utilisateurs violents et d'autre part de construire d'une manière dynamique un lexique (glossaire) spécifique à ces communautés. Les lexiques ainsi dégagés, seront examinés par les experts du domaine pour pouvoir déterminer le degré de violence de chaque communauté d'utilisateurs. Il va sans dire que les outils de médiation à adopter vont différer en forme et en contenu d'une communauté à une autre et ce selon le degré de violence noté au sein de chaque communauté d'utilisateurs. En outre, une fois validés par les experts, les lexiques dégagés pourront être utilisés pour calculer d'une manière automatique le degré de violence à attribuer à chaque communauté. Ainsi, il devient plus facile de détecter le « psyching out » des jeunes en surveillant à la fois, leurs lexiques et leurs communautés d'amis sur les réseaux sociaux. Il est cependant, important d'insister sur l'aspect Big Data de ces traitements vue la quantité et la vitesse d'émission des données utilisateur à analyser et à surveiller sur les réseaux sociaux. Ceci nous permettra aussi d'être à jour par rapport aux nouvelles tendances et aux nouveaux lexiques employés par les jeunes en général et les violents parmi eux en particulier. Une fois ce système mis en place il sera mis à la disposition des parents.

-Préparer au rôle de médiateurs civiques :

L'objectif est d'offrir une formation aux praticiens dans les 10 gouvernorats ciblés et les acteurs de la société civile. En général, des questions comme la facilitation de la réintégration dans la société, la fourniture de conseils psychosociaux, l'aide au placement, à l'éducation ou la formation professionnelle, le soutien des membres de la famille et la réinsertion dans la communauté devraient faire partie du programme de réadaptation et de réintégration. Cet axe sera traduit par des activités focalisant sur les modules suivantes :

(A)- La formation des médiateurs pour le suivie, l'adaptation et la réintégration . (ASSF) Il s'agit de former les praticiens de l'administration et de la société civile, sur les meilleurs pratiques pour faire face aux flux de retour des combattants terroristes et les rapatriés des zones de conflits dans la phase de détention ? Comment organiser la phase de réadaptation ? Comment mettre en place la phase de réintégration. Les étapes nécessaires pour l'accomplissement de cette activité sont les suivantes :

- Identification des acteurs étatiques concernés au niveau central et local (10 gouvernorats)
- Identification des acteurs non étatiques concernés au niveau local
- 2 ateliers régionaux de 2 à 3 jours avec la participation d'acteurs étatiques et non étatiques pour discuter des défis posés par la réadaptation et la réinsertion des extrémistes violents et des combattants étrangers. Ces ateliers impliquent les individus et la communauté; L'objectif est de : discuter des différents aspects qui devraient être abordés dans les programmes de réadaptation et de réintégration; discuter des différents acteurs qui jouent un rôle dans ce processus; discuter du mécanisme de consultation et de coordination entre ces acteurs et les dilemmes que cela posera; Et de concevoir les agendas d'action. Ces ateliers seront aussi basés sur le travail réalisé par le groupe de travail sur la communication et la radicalisation de l'UE.
- 2 ateliers régionaux de 2 jours pour les acteurs de l'État (y compris les autorités chargées de l'application de la loi, les autorités pénitentiaires, les autorités de probation et les autres acteurs gouvernementaux) en mettant l'accent sur les aspects techniques ciblés de la formation professionnelle tant pour la phase de détention que pour la phase post-détention. L'accent doit être mis sur les relations entre le personnel et les prisonniers, le bien-être et le développement personnel des extrémistes violents, les conditions et les contacts familiaux pendant la détention, diverses interventions de réadaptation, la conception de plans de réinstallation, la gestion de la transition et les programmes de mentorat. Ces activités seront basés sur le travail effectué par les Groupes de travail EXIT et les groupes de travail des prisons et probation de l'UE.
- 2 ateliers régionaux de 2 jours pour les acteurs de la société civile. Ces ateliers seront axés sur le rôle de la société civile dans le processus de réadaptation et de réinsertion, y compris sur la sensibilisation de la cible des « extrémistes », la construction de confiance, la réconciliation et la formation professionnelle. L'objectif de la formation est de former des formateurs sur les mécanismes de prise en charge et la conception de la mise en place d'un système de soutien par les pairs pour les familles des aux familles des extrémistes violents des combattants étrangers et les familles des victimes (le cas échéant).
- Des questionnaires post-ateliers à envoyer aux participants pour mesurer l'adoption des politiques acquises pendant l'atelier et la concrétisation de tout cela dans les plans d'action locaux; Collecte de leçons apprises et bonnes pratiques.

- Atelier national avec des représentants d'acteurs étatiques et non étatiques des gouvernorats et des représentants du CNLCT pour partager les résultats et assurer l'adoption des politiques au niveau du gouvernement central.
- Guide d'orientation sur les enseignements tirés et les bonnes pratiques.

(B)- La formation des médiateurs culturels dans dans un contexte post -carcérale : (Centre de sécurité Globale -Tunisie)

Les expériences comparées dans le domaine de la Médiation dans les établissements pénitentiaires sont nombreuses. Si ces pratiques ont été conçues et réalisées au départ dans des perspectives plus tôt d'animation, elles s'orientent progressivement vers des perspectives de résolution de conflits dans les milieux pénitentiaires. La donne "extrémisme violent" dans les prisons, a donné quant à elle de nouvelles dimensions à la question de la Médiation. Elle l'a inscrit dans une logique de désengagement et de Réhabilitation. L'expérience marocaine est quelque part développée dans ce domaine. Elle s'appuie dorénavant et déjà sur l'implication d'acteurs public (la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, la DGAPR qui se trouve au Maroc sous la tutelle de la Présidence du Gouvernement et pas sous la tutelle du Ministère de la Justice). La Médiation par l'Animation Culturelle est une thématique très peu connue dans le domaine pénitentiaire en Tunisie. C'est dans cette perspective que ce programme doit entreprendre une action préventive progressive de médiation culturelle dans les maisons d'arrêt ou dans un cadre extra carcéral en s'assurant de la présence de maximum d'acteurs étatiques . Les étapes nécessaires pour l'accomplissement de cette activité sont les suivantes :

-L'organisation de 4 formations de 2 jours, dans le domaine de la Médiation dans l'établissement pénitentiaires au profit de 100 agents et gardiens de Prisons et de Centre de Rééducation des Mineurs Délinquants.

-Cette formation sera suivie par une session de ToT (Formation de Formateurs) qui sera destinée à un groupe de 20 personnes parmi ceux qui ont bénéficié des sessions de formation et qui ont montré des capacités distinctives d'écoute de compréhension, d'analyse et de proposition. La session de ToT (4 jours bloqués) sera une occasion pour donner aux éléments sélectionnés des capacités et des informations d'ordre méthodologique les aidant à devenir des formateurs capables d'animer eux même des sessions de formation dans le domaine de la Médiation.

(C)- La formation des agents d'écoute : (La ligue des citoyens – Tunis, Kasserine, El Kef) dans les 10 gouvernorats ciblés par l'action et les localités les plus touchés par ce fléau avec : pratique de l'écoute active, accord d'audition, recadrage des propos violents, reconnaissance du capital émotionnel, repérage sur échelle de radicalisation, exercice de divergence – convergence...etc. Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Identification des acteurs concernés au niveau central et local (10 gouvernorats)
- 2 ateliers régionaux de 2 à 3 jours en matière de la pratique de l'écoute active on line
- 1 atelier régional de 2 à 3 jours en matière de l'écoute dans le milieu scolaire (établissements de second degré).
- Des questionnaires post-ateliers à envoyer aux participants pour mesurer l'adoption des politiques acquises pendant l'atelier et la concrétisation de tout cela dans les plans d'action locaux; Collecte de leçons apprises et bonnes pratiques.
- Atelier national avec des représentants d'acteurs étatiques et non étatiques des gouvernorats et des représentants du CNLCT pour partager les résultats et assurer

l'adoption des politiques au niveau du gouvernement central.(activité commune avec les autres axes d'intervention)

- Guide d'orientation sur les enseignements tirés et les bonnes pratiques. (activité commune avec les autres axes d'intervention).

(D)- La formation de négociateurs de projet « seconde chance » : (Tunisia –Plus) Cette activité est conçue afin d'aider les jeunes « à risque » ou « en sortie » après la phase de détention d'avoir une seconde chance par la voie de l'emploi ou de la formation professionnelle. Il s'agit d'aider les jeunes qui veulent sortir de la sphère de l'extrémisme violent, soit à travers la réinsertion professionnelle soit à travers des formations dans le but d'acquérir des compétences recherchées par le marché, en partenariat avec l'UTICA (L'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat) ou en l'accompagnant dans la création de leur propre projet. (La mise en contact avec les institutions du micro crédit.).

Le Programme Seconde Chance a pour objectif la formation dans les soft skills afin de faciliter l'intégration des jeunes diplômés dans la vie professionnelle. Il s'agit donc de compléter la formation de ces jeunes par des séances de coaching, de team building et des sessions de formation sur des compétences recherchées par les entreprises. Les thèmes des interventions sont ciblés : comment réussir une « seconde chance », l'optimisation de l'investissement de temps au quotidien dans la recherche d'emploi ; le développement de l'estime de soi ; la consolidation du réseau social, la rédaction du cv.

Les gouvernorats ciblés seront ceux où la corrélation entre le taux de chômage et la radicalisation des jeunes est la plus tangible : Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Identification des acteurs concernés au niveau central et local (10 gouvernorats)
- Organisation d'une table ronde introductive avec la participation de 50 personnes sélectionnées comme par la CNLCT comme « personne en sortie du radicalisme violent».
- 10 ateliers d'accompagnement dans les 10 gouvernorats avec des personnes sélectionnées par la CNLCT comme « personne en sortie du radicalisme violent». (de 1 à 5 par gouvernorat).

(E)- La formation des femmes prédicatrices et des imams médiateurs civiques : (CDDD-)

L'objectif est de former entre 30 et 35 jeunes imams réformistes et entre 20 et 25 femmes prédicatrices, qui seront capables de se constituer en réseau pour le dialogue et la veille contre les tendances sectaires et violente. L'objectif est de faire connaître aux participants d'autres exemples internationaux, en matière de prêche positive et constructive en apprenant les méthodes de prévention (tentation et récidive). Un partenariat est en cours de préparation avec la communauté de Saint Egidio. (Italie). Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Identification des acteurs concernés au niveau central et local (10 gouvernorats)
- 10 ateliers de formations aux méthodes de construction et de déconstruction des discours de la rupture, négociation et gestion des situations de dialogue difficile.

Exercer la médiation civique pour prévenir et réduire les noyaux d'instabilité : Cet exercice qui interviendra après le stade de formation se fera à travers les actions suivantes :

(A)- La Cyber médiation et le e-leadership : (Tunisie Plus), cette phase est destinée essentiellement aux jeunes en milieu scolaire et universitaire et dans les clubs de jeunes. Il s'agit

de valoriser une personne ou d'un « héros positif » et un modèle de réussite issues de la même région. Ça pourrait être un champion sportif, une star du rap, du théâtre, du cinéma ou de la littérature, un homme d'affaire qui a réussi ou un activiste de la société civile. Son rôle est de prendre en charge les soucis exprimés par les jeunes dans les établissements scolaires sélectionnés dans des localités où les enfants des victimes de la violence et les enfants des personnes violentes détenus, coexistent, face à face, dans une même institution. Le rôle de l'é-leadership est d'interrompre la spirale de la haine et de préparer ces enfants pour un avenir de coexistence. La plupart des études récentes ont montré que la radicalisation des jeunes passe de plus en plus par l'internet et plus particulièrement les réseaux sociaux. Les jeunes radicalisés ces dernières années ont leurs propres « Héros » et leaders sur le Net. Ces jeunes s'influencent donc par des E-leaders qui cultivent une rupture avec la tolérance. Il s'agit donc d'une formation pratique sur les techniques de communication en ligne et la gestion d'un groupe sur les réseaux sociaux (Community Manager).

(B)- Action des femmes prédicatrices et des imams médiateurs civiques (TUNARUZ) :

Dans cette perspective les radios locales, seront un relais indispensable étant donné qu'elles sont les plus écoutées par les femmes, notamment les femmes dans les milieux populaires et les femmes aux foyers .Par le biais des radios locales, les femmes prédicatrices auront un espace d'échange, de dialogue avec les femmes des zones vulnérables pour la mise en marche d'une médiation préventive (tentation et récidive). L'autre activité vise l'action des imams réformistes ayant un effet sur l'engagement religieux de la population cible. L'objectif ici est de diffuser une vocation du fait religieux, qui plaide pour la résolution pacifique des conflits. Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Identification des acteurs concernés au niveau central et local (10 gouvernorats)
- Identification de 7 chaînes de radio locales et de 7 animateurs ou animatrices. Des contacts sont déjà entamés avec quelques-unes : Oxygène FM (Bizerte) Oasis FM (Gabes) Karama (Kasserine), IFM (Tunis) D'iwana (Sfax), radio Gafsa et Ulysse (Djerba). Radio Nefzawa (Kébili), Radio Nejma, Radio Kounouz, Radio Karama (Sidi Bouzid), Radio Chaanbi (Kasserine).
- Identification de 30 prédicateurs (20 hommes et 10 femmes)
- Production de 84 émissions débat (soit 12 annuelles sur les 7 chaînes)

(C)- La médiation par l'animation culturelle dans un contexte post-carcéral ou carcéral :(Centre de la sécurité globale- Tunisie) :

Le choix de cette activité doit obéir aux exigences des objectifs escomptés par le projet. La médiation culturelle doit être conçue et réalisées dans une optique d'apprentissage et d'appropriation des techniques de la reconstruction, de la seconde chance et de l'estime de soi, dans le milieu pénitentiaire. La population cible serait composée en principe des détenus ou des ex-détenus qui présentent des tendances de radicalisation et qui manifestent des comportements à haut risque dans les prisons. Les aspects liés au genre doivent être considérés. Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- La réalisation de 6 présentations théâtrales (ex : le one man show « terroriste moins quart » ; un accord est déjà arrêté avec le comédien Raouf ben yeghlan.
- Organisation de 6 séances débats dans un environnement carcéral ou post –carcéral En commun coordination avec la direction des CDIS au ministère des affaires sociales. (D)- Le numéro vert : (Ligue de la citoyenneté) :c'est la mise en place du numéro vert et des

cellules d'écoutes et d'accompagnement couvrant l'ensemble des gouvernorats sélectionnés par l'action , avec focalisation sur les gouvernorats les plus touchés par l'EV. L'objectif est de jouer le rôle d'intervenant en faveur des familles et des amis de jeunes tentés par la radicalisation ou par la violence et d'intervenir dans les écoles et collèges. Un numéro vert administré par une structure associative peut compenser la défaillance des mécanismes très peu productifs de la « dénonciation » (*iblagh*) utilisée, sans succès notable, par les pouvoirs publics.

- Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :
- Ecoute directe : 2 circuits nationaux de la caravane de la paix (unité mobile scoutes) sillant les 10 gouvernorats avec l'organisation de la compagne dans le milieu extra-scolaire (les enfants en rupture de scolarité) , et de la tente de la paix (ayant pour cibles les jeunes scolarisés à travers 2 établissements par gouvernorat, soit au total 20 établissements.
- Ecoute téléphonique : Une unité d'écoute et de réception des appels en rapport avec la violence et les pratiques sectaires dans les différents milieux de la jeunesse, travaillant par alternance de 8 à 22h chaque jour. Cette activité d'écoute doit se prolonger et se faire en parallèle avec les missions d'écoute et d'accompagnement auprès des CDIS dans les 10 gouvernorats sélectionnés.

(E) La caravane de la paix :

- Circuits nationaux de la caravane de la paix (unité mobile scoutes) sillant les 10 gouvernorats avec l'organisation de la compagne dans le **milieu extra -scolaire**, touchant les jeunes en rupture scolaire afin de les sensibiliser à l'idée de retour à l'école ou à la formation. (avec projection de films)
- Circuits nationaux de la tente de la paix dans le milieu scolaire afin de faire connaître les activités et les instruments d'action MEDIATE, notamment : les produits du centre des études numériques de Sfax (le serious game), le numéro vert de la ligue citoyenne, avec projection de film afin de sensibiliser les jeunes quant aux dangers de la radicalisation et de la violence.

(F)- L'intermédiation professionnelle : une « seconde chance » (Tunisie- Plus)

Par leur formation, vienne la phase du pré incubation et l'accompagnement des jeunes détenteurs d'idées de projets novateurs. Ce volet vise à créer des opportunités entrepreneuriales pour les radicalisés en phase de « sortie » du radicalisme. Les étapes à suivre pour la réalisation de cette activité sont les suivantes :

- Identification de trois candidats par gouvernorat (environ 30 personnes signalée par la CNLCT ou les CDIS comme personne en situation de sortie du radicalisme) pour un coaching et accompagnement à l'aide de trois experts : un juriste, un financier et un commercial afin de les aider dans le montage de leurs projets.

Les activités de cette action seront réparties en WP comme suit :

Désignation	Membre du consortium	Tâches et activités
-------------	----------------------	---------------------

WP1	Compréhension de l'extrémisme violent : perspectives de prévention (tentation et récurrence)	ASSF	-Rédaction de rapports de synthèses sur les leçons à retenir des expériences internationales en matière de médiation et de sortie du radicalisme. -Réalisation d'enquêtes quantitatives et analyse Big data -Coordination avec la CNLCT et les organisations de la société civile (diffusion et information). -Rédaction des Policy briefs. -Rendre visible les résultats de l'action par la voie des publications scientifiques et la presse.
		Coordination : Prof. Abdelwahab ben hafaiedh	
WP2	Elaboration d'une batterie d'indicateurs relatifs à la radicalisation et à la sortie du radicalisme	CDDD ASSF	Organisation des focus groupes avec des agents de l'Etat, du secteur privé et avec des membres de l'entourage familial des personnes radicalisées et organisation d'une table ronde (experts –praticiens) pour validation de résultats et de la batterie des indicateurs
		Coordination : Prof. Abdelwahab Ben Hafaiedh Mr Walid Ben Omran	
WP3	L'innovation des outils numériques pour mieux détecter et prévenir	de CRNS (Université Sfax)	-La création d'un glossaire numérique et d'un système d'alerte parental, d'un « serious game » de type <i>edutainment</i> et l'élaboration d'un outil d'analyse « radar » des sentiments.
		Coordination : Prof. Abdelmajid Hamadou- Mme prof-H.jamoussi	
WP4	Préparer au rôle de médiateurs civiques	ASSF- CDDD Tunisie-Plus	Préparation de manuels de formation et organisation des ateliers de formation pour les agents de l'Etat, les membres de la société civile et les populations locales Formation des femmes prédicatrices , des jeunes imams et des éducateurs d'ER pour la médiation civique Formation des négociateurs du projet « seconde chance » (intermédiation professionnelle) -Formation en prévention destinée aux agents de l'Etat (CDIS)
		Coordination : Dr Hasna Hussein - l'Observatoire des radicalisations (EHES- ARCAD, Paris Mr Bouraoui Ouni (FSCG) Mme Ilhem Barboura : (Institut Arabe des droits de l'homme & ME-Tunisie Chokri Elfidha '(ESSEC- Université de Tunis)	
WP5	Exercer la médiation civique pour prévenir et réduire les noyaux d'instabilité	de Centre sécurité Globale	La médiation culturelle dans les prisons
		Coordination : Mr Rafik Chelli (ancien secrétaire d'Etat à la sécurité)	

de Ligue citoyenneté	La ligne verte
Coordination : Le doyen Chawki Tebib	
& la AJH-Bizerte Ligue de citoyenneté	La tente de la paix en milieu scolaire (régions Nord et régions Sud)
Coordination : Le doyen Chawki Tebib Mr. Mourad Hajji	
Tunaruz- (Médénine)	La médiatisation par la prédication avec les médias locaux partenaires
Coordination : Mme le Prof .Rabia Ouerimi	
Scouts Tunisiens	La caravane de la paix
Coordination : Le commandant général des scoutes : Mr. Wahid labibdi	
Tunisie Plus	L'activité : cyber médiation et le e-leadership
Coordination : Prof Chokri Elfidha	



Méthodologie

Méthodes de mise en œuvre du projet : Ce projet sera mis en œuvre sur la base d'une méthode de suivi-évaluation et qui consiste à recueillir des données sur l'état d'avancement du projet au niveau de chaque WP, puis à les analyser régulièrement afin d'en tirer des conclusions en termes de pilotage du projet. Le mérite de cette méthode de mise en œuvre c'est la capacité d'anticipation des risques. Ceci peut être concrétisé par des briefings, des séances d'écoute pour chaque partenaire en charge d'une activité. Ce dispositif, qui engage le comité de pilotage, mais aussi le comité technique dans des réunions trimestriels, (12 réunions planifiés) suppose l'élaboration par le comité technique (qui est le comité exécutif du projet) d'indicateurs de réalisation et de succès grâce à une application informatique (L'outil KB développé par les ingénieurs de l'ASSF) accessible en ligne à tous les coordinateurs des WP , mais aussi , à la commission européenne, si nécessaire . Cette méthode permettra ainsi de vérifier si les objectifs du projet MEDIMATE seront atteints en respectant les délais annoncés, et de prendre des mesures palliatives ou correctives si nécessaire. Elle facilite au coordinateur et au comité technique, la prise de décisions multi-acteurs (ex : comité de pilotage) sur des bases plus réalistes et objectives.

Les actions précédentes des membres du consortium et les leçons retenues : Ce projet puise sa raison d'être et son utilité dans le cadre d'une stratégie d'action qui sera menée par le plus grand réseau associatif tunisien (102 associations) engagé dans la PEV (la prévention contre l'extrémisme violent) <http://cafa.tn> .Il s'agit d'une stratégie d'intervention ciblée, d'appropriation et enfin de développement institutionnel durable d'un réseau qui a pour objectif la diffusion de la culture de la médiation comme un mode de règlement pacifique et négocié des conflits. En ce sens, MEDIMATE est une action qui a muri sur la base des leçons retenues de plusieurs actions antérieures menées par les membres du consortium dans les trois domaines proposés par l'action à savoir la recherche appliquée , l'innovation et la formation pour un objectif de résilience.

Expérience dans le domaine de la formation des praticiens et de la société civile :

- Mme Hasna Hussein contribue aux cycles de formation en apportant de son expérience en matière de formation des acteurs de la société civile française dans le domaine de la prévention. Elle est chercheuse associée au Centre Émile Durkheim(UMR5116), Bordeaux, France <http://centredurkheim.fr/PagesCV/Hussein.html>, présidente d'ARCAD –France et assistante de coordination du programme européen Cités contre la violence PRACTICES.
- Mr Bouraoui Ouni , expert de la fondation Search for common ground, est aussi membre actif du réseau CAFA . Avec une expérience solide en matière de ToT il doit prendre en charge la formation des agents de l'Etat concernés par la gestion post-carcérale des détenus . <https://www.sfcg.org/>
- Mme Elhem Barboura, conseillère spéciale auprès du Ministre de l'éducation est aussi experte en matière de formation parentale et communautaire à l'Institut arabe des droits de l'homme et auprès de l'UNICEF. Spécialiste dans les compétences de vie , elle est aussi une personne ressource en matière d'éducation préventive destinée aux jeunes.

Expérience dans le domaine de la recherche appliquée et l'innovation en rapport avec la thématique de l'action

L'expérience de deux partenaires (l'université de Sfax et l'ASSF), dans le domaine de la prévention contre l'EV s'inscrit dans le cadre de leur collaboration internationale. En ce qui concerne l'ASSF les actions jusqu'ici réalisées sont :

- La fondation du réseau CAFA (Civic Actors against Violent Extremism). www.cafa.tn: Le projet vise à créer un réseau ou une plateforme pour les organisations tunisiennes de la société civile afin de soutenir leurs efforts pour lutter contre l'extrémisme violent. Le projet a abouti à l'organisation de trois conférences dans les régions intérieures de la Tunisie – rassemblant plus de 102 associations autour d'une charte d'action préventive contre l'extrémisme violent avec création d'un web site- Signature d'un MoU avec le gouvernement tunisien et le ministère des droits de l'homme.

- Le projet PRACTICES. <http://www.univ-tlse2.fr/accueil/recherche/le-projet-practicies-decroche-un-label-europeen-et-3-5-millions-d-euros-489046.kjsp>

Il a pour objectif de mieux comprendre le processus de radicalisation extrême en Europe à partir de la jeunesse radicalisée ou en train de se radicaliser. Il cherche à évaluer les politiques publiques mises en œuvre en Europe afin d'identifier, rapporter, analyser et influencer les politiques en matière de dé radicalisation. Le projet vise à identifier les similitudes et les différences et à promouvoir les bonnes pratiques. Il vise aussi à créer une dynamique de dialogue entre les acteurs académiques et sociaux autour de la compréhension du phénomène de radicalisation menant à la violence et autour des solutions à adopter. Les autres projets antérieurs ont été menés dans le cadre du seul Forum. Le premier concerne **la production d'un outil de profilage socio-psychologique des personnes violentes** .Ce projet lancé en 2013 visait à analyser objectivement le profil sociologique des individus impliqués dans des activités d'extrémisme violent, ou ceux qui revenaient d'une région touchée par le conflit dans des zones

de tension (Syrie, Irak ou de la Libye) considérées comme des acteurs de déstabilisation potentielle. L'output du projet a été le développement d'un outil informatique appelé (*Système de profilage et d'information des personnes impliquées dans des réseaux extrémistes*). Ce système de collecte et d'analyse de données « anonymisées » se résume dans une application développée par l'ASSF et conçue par des jeunes ingénieurs motivés, afin de permettre l'accès à des connaissances scientifiques objectives sur les personnes impliquées dans l'extrémisme violent.

- L'index de sécurité dans les pays arabes <http://assforum.org/ar/wp-content/pdf/seucity02.pdf>

Ce travail représentait une expérience très instructive qui a permis aux équipes de l'ASSF de mesurer l'ampleur de la récidive et l'urgence de la réforme sécuritaire, dans un contexte marqué par la lutte contre l'extrémisme violent. Ce travail a vu son prolongement dans l'action menée par un partenaire membre du réseau CAFA (la SCG-Tunisie). Dans ce cadre précisément, la question de l'engagement civique a été l'une des questions traitée par l'équipe de l'ASSF en 2016 à travers son rapport « *Promoting Civilian Engagement in Security Sector Reform Processes in Tunisia* » , en partenariat avec la fondation SCG (Search For Common Ground) .

En ce qui concerne le CRNS –(Université de Sfax), ses deux projets les plus connus sont : **SMART-CASTLE: Smart Air, Satellite and Land Control of Terrorist activities**. Il s'agit d'un projet national fédéré qui a pour objectif de lutter contre le terrorisme en Tunisie. Ce projet s'intéresse au contrôle des zones frontalières et ce en utilisant différentes technologies pour la télésurveillance des zones sensibles. Plusieurs partenaires sont impliqués dans ce projet : SUP'COM, ENIT, CERT, ENIS, CNRS, etc. Le second projet est le **ARAP: Arabic Author Profiling for Cyber-Security**. C'est un projet de recherche international qui a pour vocation l'exploitation du texte arabe généré et publié par les internautes et les utilisateurs des réseaux sociaux dans plusieurs pays arabes. Ce projet est réalisé dans le cadre d'une coopération internationale avec l'Université de Carnegie Mellon (CMU) et l'université polytechnique de Valencia (<https://www.upv.es>) et il est prévu pour une durée initiale de trois ans.

Expérience des membres du consortium en matière de plaidoyer contre l'extrémisme violent : Les actions les plus notables sont celles réalisées par l'organisation des scouts tunisiens et la ligue de la citoyenneté. Les deux organisations nationales sont membres du réseau CAFA. En mobilisant plus de 850 jeunes scouts (garçons et filles), le mouvement a pu organiser des journées de veille dans les parcs publics contre l'extrémisme violent (24 heures contre la violence). L'existence de 24 bureaux régionaux est toujours un facteur efficace de décentralisation de l'action. Plus récemment encore et grâce à la mobilisation de l'une des dames fondatrices du réseau CAFA, le juge Samia Dawlat, une mobilisation nationale a pu se mettre en place contre la violence faite aux femmes. L'élaboration du premier draft de ce projet de loi a été rédigée par elle, avant qu'il soit discuté et voté avec succès au parlement.

Synergie du projet MEDiate avec d'autres programmes européens : Membre de l'ISSP (International Social Survey Program) et du WVS (World Value Survey) et membre constitutif de la future chaire Unesco contre l'extrémisme violent, le ASSF est aussi l'unique partenaire hors européen du projet H2020 PRACTICE (le programme Cités contre l'extrémisme violent) qui regroupe des dizaines d'acteurs européens travaillant dans le domaine de la prévention. Etant donné le fait que l'ASSF est une institution non européenne, sa participation au projet PRACTICE –H2020 se limitait à des aspects empiriques d'enquête de terrain et à des actions limitées de sensibilisation. La partie innovation technologique de ce projet, qui est la plus

importante en matière de détection et de prévention de l'EV, tombait sous la contrainte de la confidentialité qui touchait les partenaires non européens, à savoir l'ASSF et la CNLCT, tous les deux membres du consortium PRACTICIES. C'est aussi l'exceptionnalité du contexte tunisien, par rapport au contexte européen, qui justifie la présente initiative. L'ensemble des activités proposées dans cette action répondent à un besoin complémentaire en matière de recherche –innovation, de formation et de pratique préventive. Deux conditions peuvent favoriser le travail en synergie du projet MEDiate avec des projets européens en cours : tout d'abord la formation acquise par un grand nombre de membres du réseau dans le cadre des workshops organisés par les Nations Unies avec la participation de l'institut néerlandais CLINGENDAEL (<https://www.clingendael.nl>), ensuite, le projet PRACTICIES, entrepris dans le cadre du projet européen H2020. D'où l'idée d'entreprendre un projet complémentaire à PRACTICES dans une perspective de plus de contextualisation des problèmes et des solutions. Avec son expérience de coopération européenne dans le cadre du projet PRACTICES, l'ASSF sera en mesure de mieux réussir le programme des médiateurs civiques MEDiate et de développer son savoir-faire à l'échelle locale, avec l'implication de la CNLCT, des partenaires locaux tunisiens et l'expertise internationale, pour faciliter l'échange d'expériences.

- Une bonne préparation au rôle d'une société civile engagée contre la violence :

Partenaires des Nations Unies (l'United Nations Counter –Terrorism Committee Executive Directorate) et de la CNLCT, 9 institutions membres du réseau CAFA ont assisté aux différents workshops destinés au rôle de la société civile dans les processus de déradicalisation. En juillet 2017, une réunion de travail avait regroupé le représentant du CTED, Mr. Edward Flynn, avec le coordinateur du réseau Prof. Abdelwahab Ben Hafaiedh afin de mettre en place une action commune dans le domaine de la prévention communautaire et de la résilience. Ce choix de collaboration intervient après la participation des institutions membres du réseau aux différents workshop du 2015 (CTED-HSC) et du 2017 (CNLCT) sur le thème du « Strengthening Community Engagement in Implementing Security Council resolutions 1624 (2005) and 2178 (2014) and the Global Counter Terrorism Strategy ». Deux expériences étaient au centre d'intérêt des institutions membres de CAFA : l'expérience, néerlandaise et Danoise. Il s'agit d'un cycle de formation conçue en vue d'apprendre aux intervenants de la société civile tunisienne à prendre en charge des personnes vulnérables ou anciennement violentes et de les transformer en acteurs de sécurité et de stabilisation.

Plus récemment, un représentant du réseau CAFA et du ASSF a été sélectionné pour participer au cycle de formation "Voices of Reason: Speaking against Da'esh". L'événement a rassemblé à New York 13 personnes de 9 pays MENA, à savoir l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Palestine, l'Egypte, la Jordanie, le Koweït, le Liban et l'Arabie Saoudite. Le programme IVLP visait à : renforcer la capacité du gouvernement et de la société civile à concevoir et à mener des dialogues, des stratégies et des plans d'action nationaux sur les CVE, renforcer les efforts du CVE par les acteurs locaux et municipaux; renforcer le rôle de la société civile dans les efforts de la CVE, en particulier parmi les jeunes, les femmes et les chefs religieux; en faisant la promotion des récits alternatifs; la gestion de la radicalisation par le biais du secteur de la justice pénale, et à travers l'engagement de la police et de la communauté, les programmes de déjudiciarisation et la justice pour mineurs. Des réunions de collaboration ont regroupé la représentante du réseau avec M. Enrique Roig qui dirige le « Creative Associates International portfolio in Citizen Security qui concentre ses activités en Amérique centrale, le Salvador le Honduras; les Caraïbes-Guyana, Saint-Kitts, Sainte-Lucie; et en MENA-Tunisie.

- Une expérience de partenariat avec les différents acteurs et autorité locale :

En 2016 un MoU a été signé entre le réseau CAFA et la présidence du gouvernement afin de développer la coopération : société civile – gouvernement en matière de résilience et de prévention. Une démarche similaire a été entreprise avec la CNLCT. Dans le cadre de son action préventive, la CNLCT a un rôle de sensibilisation au danger du terrorisme, à travers l'organisation de campagnes et de programmes culturels et éducatifs auxquels seront associées les composantes de la société civile. En vertu de l'article 68 de la loi antiterroriste, la Commission aura aussi pour mission le suivi et l'évaluation de l'exécution des décisions des structures onusiennes concernées, dans le cadre des engagements internationaux de la Tunisie. La Commission est composée d'un représentant du gouvernement (président) et de représentants des ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères, des Finances, de la Jeunesse, de l'Agriculture, de la Femme, des Affaires religieuses, de la Culture et de l'Education.

Les bénéficiaires de ce programme seront essentiellement les institutions publiques et civiles avec qui le ASSF ou le réseau CAFA a signé des conventions ou des MOU : à savoir la commission nationale de la lutte contre le terrorisme (CNLCT), la plateforme nationale du discours alternatif (ministère de droit de l'homme et de la société civile et de la relation avec les instances constitutionnelles), le ministère de la justice, le ministère de l'intérieur , le ministère des affaires religieuses et le ministère de l'éducation

La structure organisationnelle de l'équipe

Le projet MEDiate disposera des structures suivantes pour piloter les changements souhaités, fournir l'appui technique et assurer la facilitation et la coordination nécessaires :

Le comité de pilotage et de suivi : Il est proposé par le coordinateur du réseau CAFA en accord avec la CNLCT et comprend en particulier les représentants des : membres de la coordination nationale du réseau CAFA (9 membres), membres de la coordination permanente de la CNLCT (3 membres), un représentant du ministère des droits de l'homme et de la société civile. (En la personne du directeur de la plateforme du « contre discours »), un représentant du ministère de l'intérieur, un représentant du ministère de la justice, un représentant du ministère des affaires sociales, un représentant du ministère de l'éducation, un représentant de la haute instance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un représentant de la HAICA. Ce comité donne les orientations, assure la supervision du projet et recommande les modifications en cas de besoin. Il se réunit une fois par trimestre sous la direction du coordinateur du réseau CAFA ou de son représentant.

Le comité technique. Elle est composée des chargés des activités désignés par les membres du consortium. Elle assure la coordination entre les différentes actions et les différents partenaires. (7 membres). Elle représente, au sein du projet MEDiate, un groupe restreint de personnes, formant un ensemble constitué, investi d'un pouvoir de décision. Dans le cadre de la stratégie et/ou de la politique générale définie par le comité de pilotage, l'unité de gestion assure et/ou concourt à la direction effective du projet. À ce titre elle est dotée d'un règlement intérieur qui en définit les prérogatives et les règles de fonctionnement afin d'assurer tout ou partie des compétences suivantes :

- Réalisation des différentes activités concourant à l'objet du projet et ses objectifs
- Suivi des décisions du comité de pilotage
- Assurer les décisions managériales.
- Lieu d'échanges et de réflexion sur l'évaluation d'impact des actions

Elle se compose du directeur exécutif de l'ASSF et des représentants légaux des institutions membres du consortium.

Un secrétariat : composé du personnel mis à la disposition du projet (la gestion quotidienne), il est chargé de la gestion des ressources du projet, de la mise en œuvre des appuis techniques et de facilitation, de la production de rapports sur l'état d'avancement du projet, la préparation des réunions du comité de pilotage et la production de leur compte rendu.

Assurer la visibilité du projet et celle du financement de l'UE

-Le logo de l'EU figurera sur les agendas remis aux participants aux cycles de formation, workshops et conférences, dans les invitations et sur les agendas et les listes de présence lors de leur entrée en salle. Ce même logo sera également imprimé avec la mention « avec le soutien et l'aide de l'UE » dans tous les matériaux de formation et les supports vidéo.

-L'UE sera remerciée à l'occasion des différents discours (ouverture, déroulement et clôture) ainsi que durant les conférences de presse et rencontres TV et radios. Un représentant de la commission européenne (bureau de Tunis) est invité à chaque fois pour participer aux ouvertures des rencontres publics

-Le site internet qui sera dédié au projet ainsi qu'aux activités afférentes, ainsi que les sites internet des membres institutionnels du réseau CAFA mèneront une campagne de référencement permanente qui sera réalisée par notre équipe. Dans cette campagne le logo est inséré dans le site avec un lien hypertexte vers le site internet de l'UE.

-Lors des conférences et formations, des expositions de livres, rapports et documents des institutions membres sont organisés à l'extérieur des salles. Le temps de l'exposition un panneau extérieur est déployé, le logo de l'UE ou le drapeau figurera sur ce panneau ou à côté de lui.

-Afin de s'assurer un retour dans les médias, un dossier de presse est distribué aux journalistes et des communiqués sont diffusés avant, pendant et après l'évènement. A cette occasion, nous insérons le logo et drapeau de l'UE dans les supports destinés à la presse.

-Lors des formations et conférences, un sac sera remis à l'ensemble des participants. Les sacs pourront contenir des objets légers de la taille d'une feuille A4 au maximum. Exemple de produits ou de documents à insérer dans le sac : objets publicitaires, plaquettes de présentation des actions d'aide aux projets de l'UE. ; etc.

-Un plan de communication direct ciblé et multicanal (bases de données qualifiées et segmentées, mailings, phoning) est déployé pendant tout le temps de préparation du projet puis lors de la phase de bilan. A cette occasion, l'ensemble de nos partenaires sont cités. Une campagne de publicité papier et en ligne est réalisée auprès des médias et des réseaux sociaux pour promouvoir les événements dans les régions.

Evaluation

L'évaluation de l'action doit être réalisée selon les étapes suivantes :

- L'évaluation formative, menée à mi-chemin de la mise en œuvre, doit améliorer la performance durant les étapes successives du projet. Elle peut participer à identifier les effets

immédiats, (durant la première année par exemple) et à indiquer à quel moment il semble probable (ou non) que l'intervention aura un impact et ce qu'il faudra peut-être faire d'autre pour en améliorer l'efficacité.

- L'évaluation organisationnelle s'intéresse à l'efficacité de l'ensemble du consortium, mais aussi, parfois, si la situation l'exige, à l'efficacité d'une unité du consortium. Des facteurs organisationnels (par ex. la gouvernance, la gestion, les ressources humaines, la gestion du budget, les relations intra et inter organisationnelles, etc.) sont souvent plus importantes pour la réussite d'une intervention que sa conception – ces facteurs sont des informations essentielles qui doivent être prises en compte durant la conception et la mise en œuvre de l'évaluation d'abord et plus particulièrement de l'évaluation d'impact.

- L'évaluation finale : car à la fin du projet, un rapport final d'évaluation doit être rédigé par un expert indépendant.

Considérations éthiques : A tous les niveaux de la chaîne de l'action, les partenaires seront appelés à signer le code éthique de l'ASSF. L'anonymisation de données personnelles sera un principe sur lequel tous les partenaires doivent s'engager. Ceci est surtout valable pour le volet recherche comme le volet intervention. Ce choix résulte d'un compromis éthique et juridique entre l'obligation de protéger les personnes qui font l'objet d'étude et l'éthique de partage des résultats, qui est aussi fondamentale, surtout lorsqu'il s'agit de données ou des résultats jugés d'intérêt public.

Durabilité de l'action

Le projet MEDIANE s'inscrit dans le cadre du premier pilier de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme proposé par la CNLCT. Cette Stratégie s'articule autour de 4 piliers, dont le premier est la prévention. Il s'agit de « différentes mesures qui visent à éradiquer tout facteur propice à la création d'un terrain fertile au terrorisme et qui empêchent les jeunes de se tourner vers ce fléau, à savoir les facteurs socio- économiques, culturels, idéologiques... Renforcer la coopération régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme et promouvoir la paix et le développement de la région. » Dans cette perspective, la durabilité est conçue ici comme la poursuite des activités du projet MEDIANE par les membres de la communauté et du consortium dans le cadre du plus vaste réseau associatif travaillant dans le domaine de la prévention. L'objectif de durabilité a de meilleures chances d'être réalisé à travers :

- L'approche participative des partenaires associatifs dans les régions intérieures ciblées à toutes les étapes du projet, de la conception à l'évaluation finale
- La collaboration étroite avec les instances gouvernementales en charge de la lutte contre l'extrémisme violent (la CNLCT et le MDHSC)
- Faire de l'innovation technologique et de la connaissance empirique en matière de PEV un bien public utile pour la lutte contre les foyers de tensions et d'instabilité.
- L'implication des structures organisationnelles locales (les acteurs locaux, groupements de femmes, écoles) et des moyens d'information les plus suivis par les jeunes (radios locales et réseaux sociaux).
- La mise en place de modules de formation et de recyclage pour l'accroissement des compétences du personnel en poste dans les différentes zones du projet

- La préparation d'un plan de disponibilité du personnel des structures locales à continuer les activités promues par le projet MEDIANE
- L'encouragement de l'utilisation de techniques et moyens appropriés et adaptés à la réalité locale
- La mise en place de mécanismes générateurs de ressources financières : implication du secteur privé dans les régions
- La mise en place, pour les activités qui le requièrent, d'un système d'autofinancement à base communautaire

Maximiser l'impact sur la situation réelle de la Tunisie

De plus en plus, on se rend compte que les bonnes intentions en matière de prévention contre la violence ne suffisent pas. D'où l'intérêt de faire une évaluation d'impact. Ainsi, on ne se contente pas de voir ce que les acteurs, en l'occurrence, les partenaires du projet, font, mais aussi ce qui se passe du fait de ces activités et dans quelle mesure ces interventions font réellement une différence *in vivo* et dans les conditions réelles de vie des populations cibles, c'est-à-dire les jeunes radicalisés qu'ils soient violents ou pas. Dans cette perspective, l'impact du projet MEDIANE doit être estimé par rapport à la situation initiale qui caractérise le contexte tunisien, en matière de lutte contre l'extrémisme violent. Cette situation initiale se caractérise par trois défaillances majeures : la première concerne la faible interactivité de l'action préventive du gouvernement avec les différents segments de la société et de l'Etat, la seconde touche au faible retour sur investissement des initiatives d'accompagnement des acteurs de la société civile et la troisième enfin concerne l'absence d'une connaissance pratique et appliquée de l'extrémisme violent.

La mise en coordination de ces trois dimensions : recherche, politique et accompagnement, bien que exigée, par le document de la stratégie nationale de la lutte contre le terrorisme, semble être loin des attentes. C'est dans cette perspective de mise en relation pour plus d'efficacité et de crédibilité que le réseau CAFA a vu le jour. Pour la CNLCT (la commission nationale de lutte contre le terrorisme) comme pour la plateforme nationale de lutte contre le terrorisme (ministère des droits de l'homme et de la société civile), le réseau CAFA est désormais un partenaire sociétal de première ligne. Ce partenariat aura un double impact : dans l'immédiat et sur le moyen terme, le programme MEDIANE aura produits des acteurs locaux préparés et bien formés en matière de médiation et de résolution pacifique des conflits à caractère religieux ou social (des structures d'intervention dans les 10 gouvernorats ciblés). La mobilisation des organisations nationales de grande envergure, tels les scouts tunisiens sera un plus. Sur le long terme, le programme peut raconter une histoire de succès et un modèle à suivre dans d'autres pays qui confrontent, ou qui risquent de réconfronter l'extrémisme violent dans l'avenir.

L'identification d'impact de ce projet passe inévitablement par l'identification de manière systématique et empirique des effets résultant des interventions, qu'ils soient prévus ou imprévus, directs ou indirects. Il est généralement admis que les impacts se manifestent plus tard que les effets directs, et sont des résultats de ceux-ci. L'exemple le plus simple est celui de

la formation des médiateurs, qui seront eux même ensuite des formateurs potentiels. La démarche boule de neige s'applique aussi bien à la méthodologie du ciblage de la population qu'à l'évaluation d'impact. Comparée à une situation de départ, qui se caractérise par le recours exclusif aux solutions de coercition et l'absence de démarche préventive, la formation de médiateurs pourrait être considérée comme un changement paradigmatique d'envergure. Elle touchera aussi bien les acteurs, que la nature de l'action préventive. Il s'agit d'un investissement dans la durée par le développement de la capacité sociétale par la résilience. En réussissant ce projet et en bénéficiant de la confiance des acteurs étatiques et ceux de la société civile, CAFA pourrai devenir un acteur de support national à d'autres initiatives.

Diffusion et exploitation des résultats

Les activités de diffusion et exploitation des résultats visent à atteindre le plus grand nombre d'acteurs, de population et de décideurs politiques de sorte que les résultats et les activités soient largement connus et que la visibilité soit la plus élevée possible. Les objectifs, le public cible, les grands messages avec les tâches à accomplir forment la stratégie de diffusion et d'exploitation du projet, comme suit :

Objectif de la diffusion : diffuser un message de résilience par la médiation comme mode de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

Publics cibles : les jeunes radicalisés vulnérables, les acteurs de l'Etat en rapport avec la prévention contre l'extrémisme violent, les médias locaux, les prédicateurs et prédicatrices. ;etc

Grands messages : Le style et le contenu seront adaptés à chaque public cible.(groupes économiquement, religieusement ou psychologiquement vulnérables) . Les messages seront orientés en fonction de ce que ce public cible veut savoir plutôt qu'en fonction de ce que nous croyons qu'il devrait entendre.

Plan de diffusion : faire en sorte à ce que les résultats du projet soient disponibles pour le public pour des fins d'amélioration de l'action en matière de PVE , en respectant la confidentialité des données personnelles par l'anonymisation.



Pour atteindre cet objectif le projet MEDIATE utilisera différents moyens et canaux de communication (site Web du projet, Site Web du réseau CAFA et des autres partenaires, les réseaux sociaux, le mailing personnalisé (mise à disposition de la base des données collectée par l'ASSF avec ses 92000 adresses, et les newsletters etc) . Dans le cadre de sa stratégie le programme utilisera aussi différents formats de présentation de l'information (communiqués

de presse, études de cas, rapports sur la réalisation du projet, posts dans les réseaux sociaux, etc.).

Les tâches seront réparties comme suit :

- Une réunion de démarrage
- 1 atelier thématique entre les partenaires afin de préparer un plan d'exploitation et diffusion des résultats (version finale qui sera adoptée par le comité scientifique),
- 1 atelier thématique pour la conception et la préparation du matériel promotionnel. (logo, présentations électroniques type, leaflet, poster). Le matériel sera produit en arabe (classique et dialecte tunisien adaptée aux régions) anglais et en français en cas de besoin.
- Conception et mise en œuvre d'un site web et création d'une page Facebook et d'une page Twitter du projet, avec des liens sur le site principal de CAFA.
- Maintenance du site Web et des pages Facebook et Twitter
- 2 Participations à des conférences de caractère international (une fois par an) portant sur la thématique du projet
- 1 base de données en ligne pour organiser les outils, les études et les meilleures pratiques par mots-clés.
- Des émissions ou interventions radio diffusées dans les chaînes de radios locales sur toute la période
- Communiqués de presse lors de la réunion du lancement du projet, de chacune des conférences de formation et de la conférence de clôture.
- 1 conférence nationale, à destination des partenaires et des organisations membres du CAFA,
- 1 conférence nationale sur le Document d'orientation politique, à destination des décideurs politiques,
- 1 publication scientifique dans une revue internationale sur le projet : Revue internationale de sociologie

Des personnes des groupes cibles non participant directement au projet sont invitées à rejoindre le réseau : entrepreneurs, journalistes, autorités politiques, associations et universités participants à d'autres projets sur le règlement des conflits sociaux par la négociation ou sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des groupes vulnérables, etc.

Les principales conditions préalables et hypothèses pendant et après la phase de mise en œuvre : Le suivi implique généralement de surveiller les progrès et le degré d'appropriation du projet MEDIANE par les acteurs locaux, par rapport aux plans et objectifs préventifs identifiés par le réseau CAFA, en utilisant de manière continue des données facilement saisies et mesurées. Le suivi d'appropriation doit utiliser surtout des données quantitatives : croissance des intervenants dans des émissions organisées dans le cadre du programme avec les radios locales, sur le web ou dans un cadre plus conventionnel : école, maison de jeunes, etc. En même temps le suivi de l'appropriation par les acteurs peut être d'ordre qualitatif pour des raisons multiples, comme par exemple pour permettre aux partenaires associés et aux acteurs principaux du projet, de mieux comprendre et surveiller la manière dont les choses se passent, en particulier pour déterminer si le projet est sur la bonne voie ou non. Ce suivi peut également servir de système d'alerte avancé et, dans le cas de constatations négatives ou inattendues, peut suggérer qu'il est indispensable de changer d'approche alors que le projet est encore en cours.

Durant le premier semestre de l'année 2017, les ingénieurs de l'ASSF ont mis en place un outil de suivi et de gestion partagée des projets (KB) qui permettra d'assurer en temps réel la permanence, l'appropriation des actions par les acteurs locaux (l'ancrage) et la durabilité des actions. Cet outil, facilitera l'utilisation interne à l'organisation au niveau régional, national, au siège, pour que le comité scientifique puisse suivre l'état du projet par rapport aux plans et aux attentes des acteurs locaux, pour répondre aux besoins de comptes rendus au comité scientifique, aux financeurs et au public. Il s'agit de répondre aussi à des exigences externes de respect des règles et de contrôle, par exemple les rapports et comptes rendus demandés par les bailleurs de fonds.

**Mediate Program:
Partnership for Social Resilience**

Summary

Project Summary	35
Objectives	35
Methodology	36
Experience in Training Civil Society Practitioners:	37
Target Groups & Beneficiaries	40
Work Plan & Activities	40
Consortium members	43

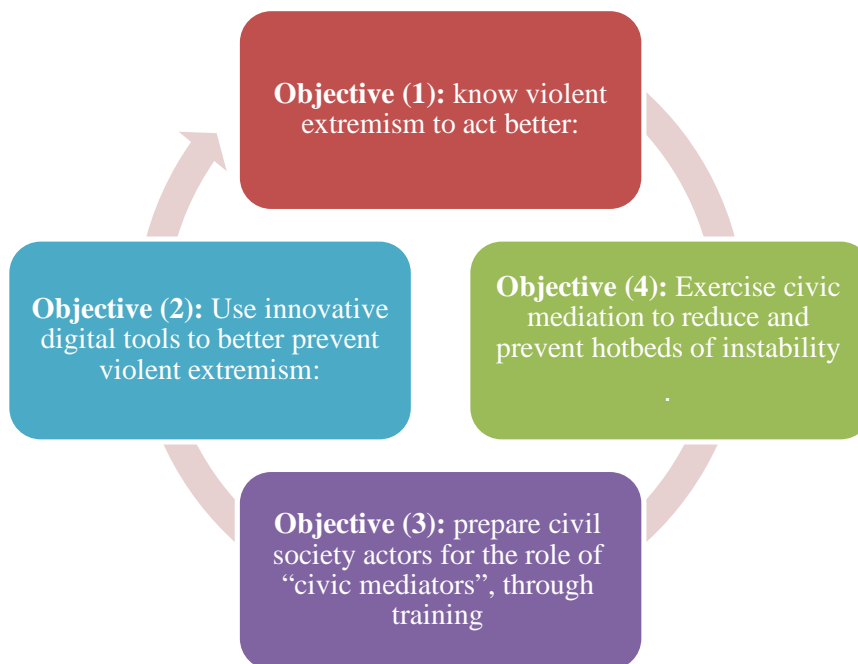
Project Summary

The project MEDIATE is one of the most important projects that seeks to develop civil mediation as a form of prevention of violent extremism. This project falls within the framework of the European Union's support of Tunisian civil society in its efforts to enhance stability. The MEDIATE project was launched on February 2018 and its consortium involves 9 project partners.

Objectives

General project objective: Building resilience in young Tunisians to prevent the recruitment by violent extremist groups and recidivism.

Specific project objectives:



Methodology

Project implementation is going to be based on monitoring and evaluation (M&E). It consists in gathering data about the progress of the project for each work package, then analysing these data regularly to draw conclusions in terms of project management. The merit of this method of implementation is the ability to anticipate risks. This can be concretized by briefings, listening sessions for each partner in charge of an activity. This mechanism, which engages not only the steering committee, but also the technical committee in quarterly meetings, (12 planned meetings) supposes the elaboration by the technical committee (which is the executive committee of the project) of indicators of achievement and success, thanks to a computer application (KB tool developed by ASSF engineers) accessible online to all WP coordinators, and to the European Commission, if necessary. This method will thus make it possible to verify if the objectives of the MEDIATE project will be achieved in respect of deadlines, and to take alternative or corrective measures, if necessary. It makes it easier for the coordinator and the technical committee to make multi-stakeholder decisions (e.g. steering committee) on more realistic and objective bases.

The previous actions of consortium members and the learned lessons: This project draws its rationale and usefulness from an action strategy that will be led by the largest network of Tunisian associations (102 associations), which are engaged in the prevention of violent extremism <http://cafa.tn/>. This is a targeted action strategy of appropriation and sustainable institutional development of a network that aims to disseminate the culture of mediation for peaceful and negotiated resolution of conflicts. Therefore, MEDIATE is an action that comes to fruition because of lessons learned from several previous actions carried out by the consortium members in the three areas proposed by the action, namely applied research, innovation, and resilience training.

Experience in Training Civil Society Practitioners:

Sustainability and Knowledge Management:

The MEDIATE project is part of the first pillar of the CNLCT's National Counter-Terrorism Strategy. This Strategy is structured around 4 pillars, the first of which is prevention. These are various measures aimed at eradicating any factor conducive to creating fertile ground for terrorism and preventing young people from turning to this blight, namely socio-economic, cultural and ideological factors. Strengthen regional and international cooperation to fight terrorism and promote peace and development in the region. In this perspective, sustainability is conceived here as the continuation of the activities of the MEDIATE project by the members of the community and the consortium within the framework of the largest associative network working in the field of prevention. The objective of sustainability has a better chance of being realized through:

- The participative approach of associative partners in targeted inland regions at all stages of the project, from its conception to its final evaluation.
- The close collaboration with the governmental authorities in charge of the fight against violent extremism (the CNLCT and the MDHSC).
- Take technological innovation and empirical knowledge of EPI a useful public good for the fight against the hotbeds of tension and instability.
- The involvement of local organizational structures (local actors, women's groups, schools) and the most popular means of information for young people (local radios and social networks).
- The establishment of training and retraining modules to increase the skills of staff working on the different project areas.

- The preparation of a plan for the availability of the staff of the local structures to continue the activities promoted by the MEDIATE project
- The encouragement of the use of techniques and means appropriated and adapted to the local reality
- The establishment of mechanism-generating financial resources: involvement of the private sector in the regions
- The establishment, for the activities that require it, of a system of self-financing at community level.

Maximize the impact on the real situation of Tunisian society:

Increasingly, we realize that good intentions in preventing violence are not enough. Hence comes the interest of doing an impact evaluation. In fact, it is not enough to see what the actors, in this case the project partners, do, but also what happens because of these activities and to what extent these interventions really make a difference in vivo and in the real life conditions of the target populations; that is, radicalized young people whether they are violent or not. In this perspective, the impact of the MEDIATE project must be assessed in relation to the initial situation that characterizes the Tunisian context in the fight against violent extremism. This initial situation is characterized by three major gaps: the first relates to the low interactivity of the government's preventive action with the various segments of society and the state, the second concerns the low return on investment of the support initiatives of the civil society actors, and the third is the lack of a practical and applied knowledge of violent extremism.

The coordination of these three dimensions: research, policy and support, although required, by the document of the national strategy of the fight against terrorism, seems to be far from what has been expected. It is in this perspective of linking for more efficiency and credibility that the CAFA network was created. For the CNLCT (the national commission for the fight against terrorism), as for the national platform for the fight against terrorism (Ministry of Human Rights and Civil Society), CAFA network is now a primary social partner. This partnership will have a double impact: in the immediate and medium term, the MEDIATE program will have produced well-trained actors in the field of mediation and peaceful resolution of conflicts of a religious or social nature (intervention structures in the 10-targeted governorates). The mobilization of large national organizations such as Tunisian Scouts will be a plus. In the long

run, the program can tell a story of success and a model to follow in other countries that face, or are likely to confront, violent extremism in the future. The impact identification of this project will inevitably involve the systematic and empirical identification of the effects of direct or indirect planned or unplanned actions. It is generally accepted that impacts occur later than direct effects, and are outcomes of these. The simplest example is the training of mediators, who will themselves be potential trainers. The snowball approach applies to both the population targeting methodology and the impact assessment. Compared to a baseline situation, which is characterized by the exclusive use of coercive solutions and the absence of a precautionary approach, the training of mediators could be considered a paradigmatic change of scale. It will affect both the actors and the nature of the preventive action. It is a long-term investment through the development of societal capacity through resilience. By achieving this project and enjoying the confidence of state actors and those of civil society, CAFA could become a national support actor for other initiatives.

Dissemination and exploitation of results:

Dissemination and exploitation of results aims to reach out to the largest number of actors, population, and policy makers so that results and activities are widely known and highly visible. The objectives, messages should be oriented towards what the target population wants to know.

Purpose of Dissemination: To spread a message of resilience through mediation as a way of preventing and combating violent extremism

Target audiences: vulnerable radicalized youth, state actors in relation to prevention of violent extremism, local media, preachers and preachers. ; Etc.

Great messages: The style and content will be adapted to each target audience (economically, religiously or psychologically vulnerable groups). Messages will be geared to what this target audience wants to know rather than what we believe they should hear.

Dissemination Plan: to ensure that the results of the project are available to the public for improving the PVE action, respecting the confidentiality of personal data.

Target Groups & Beneficiaries

MEDIATE action targets young people who have dropped out of school and those who are in fragile situations in peripheral and border zones. These are young people, who are potentially affected by violent extremism propaganda and who are not necessarily radicalized, non-violent religious extremists, or violent extremists serving their full sentence in prison. Other categories are involved in some activities of MEDIATE action, such as “positive heroes” from the world of art and sport, victims of violent extremism, families of radicalized individuals, educators, “reformist” imams, women preachers, young people in scouting, social action agents, and psychologists /therapists.

The project beneficiaries will be essentially public and civic institutions with which the ASSF or CAFA network has Memoranda of Understanding. These are the National Counter-Terrorism Commission (CNLCT), the national platform for alternative discourse (the Ministry of Relations with Constitutional Bodies, Civil Society and Human Rights), Ministry of the Justice, Ministry of the Interior, Ministry of Religious Affairs, and Ministry of Education.

Work Plan & Activities

	Designation	Tasks and activities
WP1	Understanding violent extremism: prevention perspectives (temptation and recidivism)	<ul style="list-style-type: none"> - Writing synthesis reports on the lessons learned from international experiences in mediation and the exit from radicalism. -Implementing quantitative surveys and Big data analytics. - Coordinating with the CNLCT and civil society organizations (dissemination of information). - Writing policy briefs.

		- Making the results of the action visible by publishing them and broadcasting report results.
WP2	Elaboration of a battery of indicators relating to radicalization and the exit from radicalism	- Organizing focus groups with state officials, the private sector and with members of the family of radicalized people - organizing a round table (expert-practitioners) for validation of the results and the battery of indicators.
WP3	Innovation of digital tools to better detect and prevent	- Creating a digital glossary - creating a parent alert system - Development of an edutainment “serious game.” - Development of a “radar” feeling analysis tool.
WP4	Prepare for the role of civic mediators	- Developing training manuals - organizing training workshops for State agents, civil society members and local populations. - Training women and young imams on civic mediation - Training of negotiators for the second chance project (on professional intermediation)
WP5	Exercise civic mediation to prevent and reduce hotbeds of instability	Cultural mediation in prisons The listening center and the green line

		Peace tents in schools (Northern and Southern regions)
		Mediatisation via preaching with the help of partnering local media
		Caravan for peace
		Cyber Mediation and e-leadership

Consortium members

The Applied Social Sciences Forum

The Applied Social Sciences Forum is a non-governmental organization founded in 2011 in Tunis. Since its inception, the ASSF has sought to solve problems of social reality, to support reform initiatives, to advocate for public policy, and to influence legislation and institutions. It has also aimed at raising public awareness of social issues by disseminating the culture of “voice” within the framework of strengthening local governance using various mechanisms: social barometer, national meetings, documentaries, quantitative measures and continuous follow-up of capacity building and planning programs based on the quality of local management and efficiency of the public service.

<i><u>President of the Forum</u></i>	<i><u>Abdelwahab Ben Hafaiedh</u></i>
<i><u>Address</u></i>	<i><u>Tunis</u></i>
<i><u>Project Coordinator</u></i>	<i><u>Mohamed Mathlouthi</u></i>

The Tunisian Center for Global Security Studies

The Tunisian Center for Global Security Studies is an independent, non-profit and non-partisan organization established in 2013. It engages in governance through the preparation of strategic security studies in its various dimensions. The Center aims to develop the proactive role of security studies to be a force for bringing forward proposals and participate in the elaboration of public policies. The Center also works to spread the culture of republican citizenship and to achieve protection for democratic values and the rule of law. The Center provides for a wide range of activities. It is focused in part on National terrorism threat level, as well as on preventing and responding to violent extremism. This is the role the Center plays in CAFA Network (Civil Activists in the Fight against Violent Extremism), founded by retired Colonel-Major Mokhtar Ben Nasr. The most prominent with the help of some key professors like Alaya Allani., Zied El Hani, Mazen Chérif, Farid El Beji, Lotfi Mechichi, Rafik Chelly...

<i><u>President of the Forum</u></i>	<i><u>Rafik Chelly</u></i>
<i><u>Address</u></i>	<i><u>Tunis</u></i>
<i><u>Project Coordinator</u></i>	<i><u>Adam Mokrani</u></i>

Youth and skills Association

The Youth and Skills Association was established in 2011 to strengthen skills and capacities, create a space for dialogue between different groups and contribute to the creation and spread of a culture of success. The activities of the Youth and Skills Association take different forms.

It is specialized in organizing training sessions on the skills for success in a changing world aimed at young people in the various sectors of the Tunisian society. It also organizes workshops, seminars and lectures to address a number of issues related to the current situation in Tunisia.

<i>President of the Forum</i>	<i>Mourad Hajji</i>
<i>Address</i>	<i>Bizerte</i>
<i>Project Coordinator</i>	<i>Mohamed Jannadi</i>

The Tunisian Center for Studies and Support of Decentralization, Development and Local Democracy (C3D)

The centre was founded in 2015 and it works to achieve the objectives of decentralization and effective local governance and local supervision through the participation of civil institutions with a focus on youth and women. It has many activities within the MEDIATE project (including the Youth Parliament). It also has many partners, including the United Nations Development Program (UNDP).

<i>President of the Forum</i>	<i>Noura Ben Hsan</i>
<i>Address</i>	<i>Tunis</i>
<i>Project Coordinator</i>	<i>Walid Ben Omrane</i>

The Tunisian League for Citizenship

The Tunisian League for Citizenship was established in 2011. It aims at spreading the values of citizenship and the culture of equal rights through political participation and economic and social development. It also works to defend the values of citizenship, to bring closeness and unity between the various segments of the Tunisian people, to support human values that condemn collective human dignity, justice, peace, progress and cooperation, to ensure equal rights among the citizens, and to deepen the knowledge in issues related to citizenship.

<i>President of the Forum</i>	<i>Chawki Tabib</i>
<i>Address</i>	<i>Tunis</i>
<i>Project Coordinator</i>	<i>Hcine Karim Glaied</i>

The Center for Digital Research in Sfax

The Center for Digital Research in Sfax was created in 2012. It is a public institution, whose mission is to conduct research and development activities in the field of information and communication technologies and promote innovation and technology transfer in this field by

promoting research results, resources, and expertise. It aims to be at the forefront of technology by conducting applied research focused on innovation. Researches will focus on ICT for online services (e-tourism, e-health, e-government, etc.). Its staff is composed of high skilled senior researchers (university professors) and PhD students in computing and telecommunication. They work to elaborate sophistic solutions and to develop techniques and tools covering recent topics like smart-grids, e-health, smart transportation, e-government, etc...

General Director at Digital Mohamed Jmaiel
Research Center of Sfax
Address Sfax
Project Coordinator Abdelmajib Ben Hammadou

Tunisia Plus Association:

Tunisia Plus Association was established in 2017. Its main objective is to help young people find work by promoting research in Entrepreneurship and Small and medium-sized enterprises (SMEs), particularly through meetings, exchanges, discussions and dissemination of knowledge about marketing and entrepreneurship.

The association works mainly towards helping young people, mostly from vulnerable groups, to find jobs/ or start their own projects. It also participates in spreading the culture of entrepreneurship in academic institutions by developing and renewing the content and educational curricula used in teaching entrepreneurship culture; to develop cooperation and partnerships with organizations that support entrepreneurship; encourage meetings that enable effective synergies; and finally, to promote research on Entrepreneurship and Small and medium-sized enterprises (SMEs).

President of the Association Chokri EL FIDHA
Address Ben Arous
Project Coordinator Oussama Khalfallah

TUNARUZ

TUNARUZ was founded in 2016. It works especially on women artisans' rehabilitation, so that to enable them use modern communication technologies, and employ them in marketing their products and communicate with other artisans.

President of the Association Rabiaa Lourimi
Address Djerba, Midoun
Project Coordinator Rabiaa Lourimi

The Tunisian Scouts Organization

The Tunisian Scout Organization was founded in 1933 and currently has more than 40,000 members, including 8,000 male and female leaders. It is an educational organization open to all, and it has the status of a public interest organization under executive Order issued on 16 February 1977. The Tunisian Scouts Organization comprises 344 scout groups and 1,884 scout units. It is the largest youth organization in Tunisia. The Tunisian Scout Organization has received Good Governance Certificate after being part of The Global Support Assessment Tool, which is managed by the Global Scout Bureau. It allows the awarding of a certificate of recognition of best practices in good governance and scouting.

The Tunisian Scout Organization aims at educating youth of both genders, and based on the principles of the scouting and guiding movement in the world, and according to the scouting method in line with the reality of the Tunisian society. It helps them to develop their spiritual, mental, physical and social capacities and to perform duties to God, to the self and to others. The Tunisian Scout Organization has major partnerships with UNHCR, UNICEF and the Danish Youth Council and participates in the Economic and Social Council of the United Nations as observer. It has recently implemented a major program on spreading the culture of tolerance and combating violent extremism, which has been very successful both in Tunisia and abroad.

President of the Association *Wahid Laabidi*

Address *Tunis*

Project Coordinator *Dhafer Tmimi*

Fact Sheet

Title: MEDiate

Starting Date: 02/2018

Ending Date: 02/2021

www.assforum.org

www.cafa.tn

www.mediate.tn

Contact: contact@mediate.tn

